

Les dossiers des cahiers

1936



une page d'histoire à méditer

70 ans se sont écoulés : le monde a changé, la France s'est transformée, la classe ouvrière aussi. Alors, 1936, une page magnifique, exaltante de notre histoire ?

C'est cela sans doute mais c'est aussi une période dans laquelle on peut puiser de riches enseignements, y compris pour nos luttes d'aujourd'hui.

Qu'on en juge aux résultats

Sur le plan individuel

- Augmentation des salaires allant jusqu'à les doubler,
- Réduction du temps de travail de 48 heures à 40 heures,
- Semaine de 5 jours avec 2 jours de repos,
- 12 jours de congés payés, une première pour la classe ouvrière.

Sur le plan collectif

- Reconnaissance des délégués du personnel,
- Élaboration des conventions collectives.

Des conquêtes obtenues comment ?

Par les grèves, avec occupation des usines, au cours desquelles les travailleurs manifestèrent un souci

exemplaire de la sauvegarde de l'outil de travail.

Mais, 1936 ne fut pas une explosion spontanée dans un ciel serein ! Certes, les grèves étaient l'expression d'un ras le bol mais cette expression n'avait été rendue possible que par une longue lutte tenace, persévérante, dans une situation de crise économique (le chômage grandissant), politique (les menées des ligues fascistes avec leur xénophobie : "la France aux Français", "A la porte les étrangers"), morale (affaire Stavisky et autres).

A la sortie de Matignon, où furent signés les accords du 7 juin, un délégué patronal éclairait l'état d'esprit du patronat en déclarant :

"Le patronat ne se fait aucune illusion sur les conséquences de l'expérience qui lui a été imposée et qu'il subit. Il ne pouvait faire autrement que d'accepter l'arbitrage du gouvernement qui, désormais, assume toutes les responsabilités de la situation nouvelle. Celle-ci est dangereuse et fautive : le patronat, en acceptant les propositions du Gouvernement, a fait les réserves les plus expresses".

Ces réserves allaient rapidement se transformer en hostilité active.

Certes, la période qui a suivi la Libération a permis de nouvelles conquêtes. Pour autant, le patronat a, comme il le fait aujourd'hui, poursuivi le même objectif : réaliser le profit maximum par le maximum

d'exploitation de la force de travail.

Et, fondamentalement, les thèses qu'il soutient (même si, parfois, il s'efforce de les "justifier" avec d'autres arguments) s'identifient à celles qu'il prônait en 1936.

"La fonction patronale n'est ni la consécration d'un privilège ni une institution de droit divin. Ses attributs se déduisent de leur seule utilité : le droit au profit, parce qu'il permet l'épargne et par elle l'amortissement du capital engagé ; l'autorité, parce que le bon rendement d'une affaire exige qu'elle ait un chef capable d'y maintenir chacun et chaque chose à sa place".

Nous voilà prévenus, le patronat ne se résout jamais à appliquer les revendications imposées par la lutte des salariés.

La lutte des classes n'est pas morte, elle prend une autre dimension. On peut ainsi montrer comment, tout au long des 70 dernières années, la C.G.T., fidèle à l'esprit de 1936, a su, au travers des situations les plus diverses, en développant l'action et l'organisation, préserver et développer les conquêtes de 1936.



Les Cahiers de l'Institut

EDITO
Par
Claude MICHEL
Secrétaire
de l'Institut

Le précédent éditorial de septembre 2006, se terminait par ces mots : **"Il est temps, grand temps, d'en finir avec ce pouvoir qui brade toute la richesse du pays".**

Les informations de ces dernières semaines confirment les raisons d'en finir. Les bénéfices des sociétés du CAC 40 vont atteindre 100 milliards d'euros, soit 1 an de SMIC pour 8,5 milliards de personnes. Grâce à ces résultats, ces groupes ont distribué l'année dernière 30 milliards d'euros à leurs actionnaires.

Rappelons que la C.G.T. a chiffré à 9 milliards d'euros le coût nécessaire pour situer le SMIC à 1 500 euros tout de suite.

En 1993, les exonérations de charges sociales sur les bas salaires représentaient 3 milliards d'euros ; en 2006, 24 milliards d'euros, soit 8 fois plus. Le pouvoir d'achat a-t-il suivi le même rythme ?

Aujourd'hui, le porte-monnaie est rongé par les deux bouts. Côté recettes, les salaires, les retraites, les allocations ont leurs compteurs bloqués, quand ils ne sont pas franchement amputés par la plongée dans la précarité ou le chômage. Et, côté dépenses, la flambée des prix à la consommation, celle des coûts de logement et de transport, cumulées à la baisse des remboursements de soins, sont telles qu'elles rendent le quotidien invivable.

Et pourtant, une simple cotisation sur les revenus financiers des entreprises rapporterait au moins 80 milliards d'euros par an.

Pour justifier cette situation, les remèdes de droite sont connus : **"à l'heure de la mondialisation, il serait normal d'accepter la mise en concurrence brutale des salaires du monde entier et celle-ci nous obligerait à revoir à la baisse le niveau des revenus dans notre pays".**

Évidemment, cela ne concerne que les salariés, à commencer par les plus modestes. Les fortunes, elles, sont à l'abri. Quant à ceux qui doivent se serrer la ceinture, Sarkozy nous le dit : une seule solution, **"pour gagner plus, il faudra travailler plus"**. Marché de dupes. L'augmentation de la productivité de ceux qui travaillent n'a servi, ces dernières années, ni à augmenter les salaires, ni à redistribuer du pouvoir d'achat au pays, ni à créer des emplois pour ceux qui n'en ont pas. En réalité, tout est pompé pour alimenter une fantastique croissance financière du capital.

Sarkozy et l'UMP se font les porte-parole de ces remèdes. Il viennent de faire connaître leurs intentions :

- Possibilité pour les fonctionnaires de travailler plus pour gagner plus,
- Obligation d'un service minimum en cas de grève,
- Exonération des charges sociales pour les heures supplémentaires et les R.T.T.,
- Réforme de l'ordonnance de 45 pour favoriser l'enseignement dit "libre",
- Choix de l'âge de la retraite.

Pendant ce temps, on brade le service public. Dernier exemple : la Poste. On prévoit 60 000 postiers de moins d'ici 2012 avec l'ouverture, dès 2009, du service public aux groupes privés.

On veut copier l'Allemagne qui a déjà un savoir faire dans ce domaine. Elle a supprimé 150 000 emplois, ses filiales "lettres" sont passées de 83 à 49 et 1 500 bureaux de poste sur 5 000 ont été confiés à des commerçants.

Oui, plus que jamais, il faut en finir avec cette politique. Il n'est pas certain que le choix des militants socialistes soit de nature à favoriser cette transformation.

Certes, on peut se féliciter des élections aux États Unis, de la réélection de Lula au Brésil et d'Ortégua au Nicaragua, la bête noire des U.S.A., mais chez nous que va-t-il se passer ?

Un sursaut des forces progressistes ? Pourquoi pas ?

**L'Institut C.G.T.
d'Histoire Sociale de Bretagne
Vous souhaite à toutes et à tous
de très belles fêtes
de fin d'année
et vous présente ses vœux**

La Vie de l'Institut

Alors, Comment va ?

nière minute pour la salle. Bref, beaucoup d'inquiétudes pour un bon résultat.

Septembre et octobre ont été consacrés à la préparation de l'hommage aux sardinières du pays Bigouden.

De 40 inscrits, il a fallu passer à 80, donc recherche d'un second restaurant.

Puis avoir des certitudes pour les films et une assurance de der-

Le 1er novembre, l'Institut était présent pour commenter l'exposition sur 1936 à la C.C.A.S. de Morgat.

Le 3 novembre, c'était au tour de la C.C.A.S. de Fouesnant qui souhaitait commenter

l'exposition des "coiffes militantes".

Puis ce furent les recherches et la rédaction pour ce N° 42 des Cahiers.

Et l'Institut s'est déjà inscrit pour participer, en mars 2007, au rendez-vous des Comités d'entreprise à Paris.

Bien ! Ça roule ! ...

A propos des "30 Glorieuses"

On évoque souvent, sous cette dénomination les années 1945-1975 et, malheureusement, y compris dans la presse de gauche. Malheureusement, car cette dénomination permet de ne pas évoquer les guerres coloniales, l'Indochine dès 1946 et plus tard l'Algérie à partir de 1954.

Il semblerait, à suivre cette formule, que tout était pour le mieux dans cette période.

Ce sont les années du progrès, voiture, télévision, réfrigérateur, machine à laver pour tous. Ce sont aussi les années où les crédits militaires sont énormes –guerre oblige– mais ces années de "vaches grasses" ne sont pas douces pour tout le monde.

Certes les salaires ont augmenté entre 1950 et 1967 mais les inégalités n'ont cessé de se creuser. L'écart entre les salaires élevés et ceux de la base passent de 6,15 à 10,7.

Ces décennies sont aussi celles de la déqualification du travail ouvrier avec la montée en puissance des ouvriers spécialisés (les O.S. + 1 million entre 1954 et 1974) et des manœuvres (+ 500 000 durant la même période).

En 1970, manœuvres et O.S. représentaient 55 % de la classe ouvrière. Combien aujourd'hui ?

Certes, les enfants d'ouvriers ont accès au bac à raison de 50 % mais s'il sont 13 % dans le premier cycle de l'enseignement supérieur, ils ne sont plus que 5 % dans le 3ème cycle. Le diplôme n'est plus un passeport pour un poste de cadre.

Doit-on évoquer les millions de chômeurs ? Le chômage ne datant pas d'hier !

Alors pas si "glorieuses" que ça les années couvertes par ce slogan...

En remontant le temps

• Il y a 250 ans : En 1756

- Début de la guerre de 7 ans qui a des ramifications en Europe, en Inde et en Amérique.

• Il y a 175 ans : En 1831

- Insurrection des Canuts de Lyon.

• Il y a 165 ans : En 1841

- Mars : Loi interdisant l'emploi d'enfants en dessous de 8 ans.

• Il y a 155 ans : En 1851

- Décembre : Coup d'état de Napoléon III.

• Il y a 130 ans : En 1876

- Octobre : Premier congrès des partis ouvriers à Paris.

• Il y a 100 ans : En 1906

- Octobre : 9è congrès de la C.G.T., adoption de la Charte d'Amiens, indépendance du syndicalisme et lutte de classes.

• Il y a 90 ans : En 1916

- Septembre : Grève des balayeurs municipales à Rennes pour les salaires. Refus du Maire, Monsieur Janvier.

• Il y a 80 ans : En 1926

- Juillet : Début de la grève des sardinières du Pays Bigouden (voir pages centrales, l'hommage rendu le 21 octobre 2006).
- Octobre : Création de la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Chrétienne).

• Il y a 70 ans : En 1936

- Année de l'unité retrouvée, de la victoire du Front Populaire, des accords Matignon (voir dossier) mais c'est aussi, en juillet, le soulèvement de Franco contre la République Espagnole.

• Il y a 60 ans : En 1946

- Septembre à Novembre : Conférence de Fontainebleau, avec Ho-Chi-Minh, qui sera close avec le bombardement de Haiphong par les forces navales françaises. C'est le début de la guerre d'Indochine.
- Octobre : Vote du statut des fonctionnaires, préparé par Maurice Thorez malgré l'opposition, notamment, de la F.E.N.

• Il y a 55 ans : En 1951

- Octobre : Manifestation des Algériens contre le couvre-feu. Sauvage répression, des dizaines de noyés dans la Seine.

• Il y a 50 ans : En 1956

- Octobre : Piratage par les Français de l'avion transportant Ben Bella
- C'est la crise de Suez. Israël, la France et l'Angleterre s'en prennent à l'Égypte de Nasser qui vient de nationaliser le canal
- Novembre : Révolte en Hongrie, prétexte à un débordement anti-communiste et anti C.G.T.

• Il y a 40 ans : En 1966

- Mise en eau de l'usine marémotrice de la Rance.

• Il y a 30 ans : En 1976

- Décembre : L'U.D.R. devient le R.P.R. (Rassemblement Pour la République).
- Novembre : Jimmy Carter est élu Président des États Unis.

• Il y a 20 ans : En 1986

- Retour de la droite aux législatives. Chirac devient Premier Ministre.
- Décembre : Manifestations étudiantes contre le projet Devaquet (qui sera retiré).
- Mort de Malik Oussekin, victime de la répression policière.

• Il y a 10 ans : En 1996

- Mort de François Mitterrand.